



Revue de presse



Mardi 15 Octobre 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: Faïd préside une réunion d'évaluation du plan stratégique de la DGP



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé lundi une réunion de coordination, consacrée à l'évaluation de l'état de mise en œuvre du plan stratégique de la Direction Générale de la Prospective (DGP), indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du cycle de réunions visant à renforcer la synergie et l'interconnexion entre les structures du ministère des Finances, notamment les entités chargées de la prévision et de la prospective, à savoir, la Direction Générale de la Prévision et des Politiques, la Direction Générale de la Prospective ainsi que l'Office National des Statistiques, explique la même source.

Faid préside une réunion d'évaluation du plan stratégique de la DGP



Laaziz Faid a présidé lundi une réunion de coordination, consacrée à l'évaluation de l'état de mise en œuvre du plan stratégique de la Direction Générale de la Prospective (DGP).

M. Faid a souligné « l'importance de placer le développement du capital humain au centre des initiatives du ministère, en rappelant que le succès des stratégies de développement économique durable repose avant tout sur les compétences et l'engagement des équipes, indique un communiqué du ministère des Finances.



Le ministre des Finances évalue les progrès du plan stratégique de la Direction Générale de la Prospective



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé ce lundi, une réunion de coordination destinée à faire le point sur la mise en œuvre du plan stratégique de la Direction Générale de la Prospective (DGP). Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions visant à renforcer la collaboration entre les différentes structures du ministère, notamment la Direction Générale de la Prévision et des Politiques, la DGP et l'Office National des Statistiques.



Finances : Faïd préside une réunion de revue du plan stratégique de la DGP

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé lundi une réunion de coordination, consacrée à l'évaluation de l'état de mise en œuvre du plan stratégique de la Direction générale de la prospective (DGP), indique un communiqué du ministère.

Cette réunion s'inscrit dans le cycle de rencontres visant à renforcer la synergie et l'interconnexion entre les structures du ministère des Finances, notamment les entités chargées de la prévision et de la prospective, à savoir, la Direction générale de la prospective et des politiques, la Direction générale de la prospective. ainsi que l'Office national des statistiques, explique la même source.



PLF 2025 : Des nouveautés au profit des ménages et de l'économie

Le projet de loi de finances (PLF) 2025 en Algérie a introduit plusieurs nouvelles mesures qualifiées de notables, tant qu'elles bénéficieront aussi bien aux citoyens qu'à l'économie nationale. L'une des nouveautés importantes de ce PLF est l'autorisation, pour les banques, d'accorder des crédits à la consommation pour des services, tels que les soins de santé, les voyages et l'éducation, en plus des crédits immobiliers déjà en place.



Visite de la présidente de la République de l'Inde en Algérie, Forum économique Algéro-Indien : une nouvelle ère

Les travaux du Forum économique algéro-indien ont été tenus, hier à Alger, en présence de 500 participants. Dans son allocution, la Présidente de l'Inde a affirmé, d'emblée, que ses entretiens avec le Président Tebboune ont été riches et fructueux. Relevant les galons que gagne l'Algérie dans différents domaines, Mme Droupadi Murmu s'est dit «émerveillée» de certaines prouesses économiques réalisées par l'Algérie, dont l'enregistrement de plus de 9.000 projets au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement.



Visite de la présidente de la République de l'Inde en Algérie, Partenaire potentiel privilégié pour la relance économique de l'Inde dans le continent : L'Algérie, une porte d'entrée sur l'Afrique

L'Algérie et l'Inde entretiennent des relations d'amitié historiques solides, qui servent de base pour hisser le niveau de la coopération bilatérale vers des perspectives plus vastes, en insufflant une nouvelle dynamique propice à un partenariat économique prometteur entre les deux pays.



Projet de loi de finances

Les nouveaux comptes spéciaux de 2025

Leurs avoirs seront affectés à l'aide à la presse et pour le développement de l'industrie cinématographique, entre autres.

Plusieurs mesures législatives sont introduites dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025. Elles s'articulent autour de la création de nouveaux comptes d'affectation spéciale, des mesures de soutien à l'investissement, des mesures de soutien au pouvoir d'achat des citoyens, le renforcement de l'inclusion financière, l'élargissement de l'assiette fiscale, la simplification des procédures.



PLF 2025 : l'obligation des paiements bancaires pour les transactions immobilières

Dans un monde de plus en plus numérisé, les transactions immobilières ne font pas exception à la règle. À l'horizon 2025, le Projet de Loi de Finances (PLF) envisage de rendre obligatoire les paiements bancaires pour toutes les transactions immobilières.

Cette mesure vise à renforcer la transparence et la sécurité des opérations, tout en facilitant leur traçabilité. Cependant, elle soulève également de nombreuses questions quant à son application pratique et ses conséquences pour les acteurs du secteur immobilier. Dans cet article, nous décortiquerons cette proposition de loi et analyserons ses implications potentielles.



[Contrebande et commerce illégal : 171 affaires traitées par la Douane en une semaine](#)

Les services des douanes ont enregistré, durant la période du 4 au 10 octobre, 171 affaires liées à la lutte contre la contrebande et le commerce illégal transfrontalier. Au cours de ces opérations, 92 contrevenants ont été interpellés.

Selon un communiqué de la Direction générale des douanes, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le commerce illégal transfrontalier, les équipes douanières opérationnelles, actives sur l'ensemble du territoire douanier comprenant des points de passage terrestres, maritimes et aériens, ont travaillé en étroite coordination avec divers partenaires sécuritaires. Ce bilan a permis de réaliser des saisies significatives durant la période du 4 au 10 octobre de cette année.



[Relations algéro-indiennes : tisser des liens solides pour l'avenir](#)

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a eu, ce lundi, au siège de la présidence de la République, un entretien en tête à tête avec son homologue de la République de l'Inde, Droupadi Murmu. Ensuite, les entretiens ont été élargis aux membres des délégations des deux pays. Auparavant, le président de la République a réservé un accueil officiel à la présidente de l'Inde.

Lors d'un point de presse conjoint avec son homologue, la présidente de la République de l'Inde, à l'issue de leurs entretiens tenus au siège de la présidence de la République, le président Tebboune a déclaré : «Je souhaite à nouveau la bienvenue à la présidente de l'État ami de l'Inde, qui effectue une visite d'État en Algérie, marquant la première fois que l'Algérie reçoit un président indien, ayant précédemment accueilli des Premiers ministres indiens.»

مالية: السيد فايد يترأس اجتماعا تقييميا للمخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف



ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الاثنين، اجتماعا تنسيقيا خصص لتقييم وضعية تنفيذ المخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

و أوضح ذات المصدر، أن هذا اللقاء يندرج في إطار سلسلة الاجتماعات الرامية إلى تعزيز التناغم و الترابط بين هياكل وزارة المالية، سيما الأجهزة المكلفة بالتقدير و الاستشراف، ألا وهي المديرية العامة للتقدير و السياسات و المديرية العامة للاستشراف وكذلك الديوان الوطني للإحصائيات.



فايد يترأس اجتماعا تقييميا للمخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الاثنين، اجتماعا تنسيقيا خصص لتقييم وضعية تنفيذ المخطط الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

و أوضح ذات المصدر، أن هذا اللقاء يندرج في إطار سلسلة الاجتماعات الرامية إلى تعزيز التناغم و الترابط بين هياكل وزارة المالية، سيما الأجهزة المكلفة بالتقدير و الاستشراف، ألا وهي المديرية العامة للتقدير و السياسات و المديرية العامة للاستشراف وكذلك الديوان الوطني للإحصائيات.

أما الهدف من ذلك، تضيف الوزارة، فيتمثل في تشجيع العمل التعاوني و تمشين الدور الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف في إعداد الرؤى الاقتصادية طويلة المدى، على غرار رؤية الجزائر 2040 و ما بعدها.

[فايد يشدد على ضرورة تعزيز التنسيق الاستراتيجي لتحقيق الأهداف التنموية بحلول 2025](#)



ترأس وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الإثنين، اجتماعاً تنسيقياً خصص لتقييم مدى تنفيذ البرنامج الاستراتيجي للمديرية العامة للاستشراف، وذلك في إطار متابعة انجاز المهام المنوطة بالوزارة.

وحسبما أورده بيان للوزارة، يأتي هذا اللقاء ضمن سلسلة من الاجتماعات الهادفة إلى تعزيز التنسيق والتكامل بين هياكل وزارة المالية، ولا سيما الهيئات المكلفة بالتقديرات والاستشراف، و على رأسها المديرية العامة للتقديرات والسياسات، المديرية العامة للاستشراف، و كذلك الديوان الوطني للإحصائيات.



[171 قضية مخالفة لدى الجمارك من 4 إلى 10 أكتوبر](#)

سجلت مصالح الجمارك، خلال الفترة الممتدة من 4 إلى 10 أكتوبر الجاري، 171 قضية متعلقة بمكافحة التهريب والتجارة غير الشرعية العابرة للحدود، تم خلالها ضبط 92 مخالفاً، حسبما أفاد به اليوم الأحد بيان للمديرية العامة للجمارك.

DÉPENSES DE PERSONNEL

La masse salariale en hausse de 10,8% en 2025

Le montant de la masse salariale prévu pour le prochain exercice s'élève à 5843 Mrds DA, ce qui représente pas moins de 34,79% du budget total de l'Etat.



Les dépenses de personnel pour 2025 connaissent une hausse de 7% par rapport à l'année 2024

Selon le PLF-2025, les effectifs budgétaires pour 2025 sont portés à plus de 2,755 millions (2 755 037) contre 2 685 512 en 2024. Ainsi, globalement, le nombre d'emplois à pourvoir en 2025 (nouveaux postes et recrutement sur postes vacants) va atteindre 97 030 emplois. Le montant de la masse salariale prévu pour le prochain exercice s'élève ainsi à 5 843 Mrds DA (y compris la masse salariale des EPA pour un montant de 1276 Mrds DA). Cela ne représente pas moins de 34,79% du total du budget de l'Etat, avec une augmentation de 568 Mrds DA, soit +10,8% comparativement à 2024 (5275 Mrds DA).

Les dépenses de personnel pour 2025 connaissent une hausse de 7% par rapport à l'année 2024. Elles s'élèvent 4445,78 milliards de dinars

en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP), représentant 26,5% du total des crédits pour 2025. Mais en réalité, note le projet de loi de finances 2025, «en intégrant les dépenses de personnel des établissements publics à caractère administratif (EPA) et les établissements assimilés (imputées au niveau du titre 4) et qui s'élèvent à 1297,27 Mrds DA, le montant global des dépenses de l'espèce atteint 5743,05 Mrds DA, représentant 34,18% du budget de l'Etat».

PROMOTION DES FONCTIONNAIRES

Selon le texte en question, ces crédits couvrent de nombreux chapitres, comme «la révision des statuts particuliers et régimes indemnitaires des fonctionnaires relevant des secteurs de l'Education nationale, Santé,

Affaires religieuses et Enseignement supérieur» ; «la prise en charge de l'incidence financière en année pleine de l'ouverture de postes décidés par les pouvoirs publics au cours de l'exercice 2024, notamment pour l'Education, l'Agriculture, la Solidarité, les Affaires religieuses, les Moudjahidine».

Ainsi ces dépenses sont liées à «la levée de gel sur les opérations de promotion des fonctionnaires relevant des services centraux et déconcentrés (dernière tranche)» ; à «l'ouverture de 69 525 nouveaux postes budgétaires (y compris 3980 postes au niveau des EPA), dont 97% au profit de l'Education nationale».

Dans le secteur de la Santé seront ainsi créés 19 782 nouveaux postes, dont 19 090 produits de la formation, au niveau de l'Enseignement supérieur (2000 poste), l'Intérieur (1235

postes) ; dont 1200 au niveau des 7 nouvelles wilayas déléguées des Hauts-Plateaux.

Les autres départements, la Culture et Arts (654), les Affaires religieuses (600), le Commerce et Promotion des exportations (500). Aussi est-il question de recrutement, sur postes vacants pour 2025, de 27 505 postes d'emploi (dont 12 486 postes pour les EPA).

Par ailleurs, le PLF-2025 note que le montant global des dépenses de fonctionnement des services atteint 699 Mrds DA, soit 4,16% du budget de l'Etat. «La diminution enregistrée au niveau de ce titre, peut-on y lire, s'explique notamment par la suppression des crédits exceptionnels rattachés en 2024, tout en veillant à la rationalisation des dépenses de l'espèce.»

A. Benyahia

LES PRÉSIDENTS TEBBOUNE ET DROUPADI MURMU ONT PRIS L'ENGAGEMENT

«Hisser les relations entre l'Algérie et l'Inde à un niveau plus élevé»

● «L'Algérie et l'Inde entretiennent des relations historiques fondées sur la solidarité, l'amitié et le respect mutuel», précise le président Tebboune

Renforcer les échanges, promouvoir l'investissement et hisser les relations à un niveau plus élevé... C'est ce qu'ont souligné le président Abdelmadjid Tebboune et son homologue indienne, Droupadi Murmu, qui effectue depuis dimanche une visite d'Etat de quatre jours en Algérie.

S'exprimant lors d'un point de presse animé hier à l'issue de leurs entretiens, les deux Présidents ont affiché «la volonté des deux pays de renforcer leur coopération dans les domaines économiques et d'investissements». Prenant la parole en premier, le président Tebboune s'est félicité, d'abord, des relations «historiques» entre Alger et New Delhi «basées sur le respect mutuel». Selon Abdelmadjid Tebboune, «les deux parties sont convenues de promouvoir les domaines d'investissement et les échanges commerciaux entre les deux pays». «L'Algérie et l'Inde entretiennent des relations historiques fondées sur la solidarité, l'amitié et le respect mutuel», précise-t-il, soulignant que cette visite «est la première du genre pour la pré-



Le président Tebboune avec son homologue indienne Droupadi Murmu

sidente indienne». Poursuivant, il a mis l'accent sur la nature «intense de ses entretiens» avec son homologue, qui ont porté sur «la coopération bilatérale et les perspectives de son développement, ainsi que les questions régionales et internationales d'actualité». «Nous sommes convenus de promouvoir les domaines d'investissement et les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Inde, de même qu'il sera procédé à la préparation de la prochaine session de la Commission mixte de coopération et de consultation politique ainsi que des rencontres d'hommes d'affaires au service des efforts de renforcement des relations bilatérales», a-t-il fait savoir. S'agissant des dossiers internationaux, le chef de l'Etat a souligné «la convergence de vues entre les deux pays». Le président Tebboune indique avoir évoqué avec la présidente Droupadi Murmu «plusieurs dossiers, y compris le dossier du Moyen-Orient sous toutes ses dimensions, et ses retombées, notamment l'agression contre la bande de Gaza et le sud du Liban, ses répercussions humanitaires catastrophiques et ses

graves conséquences sur la sécurité et la paix dans la région du Moyen-Orient et dans le monde».

DOSSIERS INTERNATIONAUX : «CONVERGENCE DE VUES»

Dans ce sens, il a affirmé s'être entendu avec la présidente de l'Inde pour «intensifier la coordination et la concertation, et de réaffirmer le droit du peuple palestinien à établir son Etat indépendant». Concernant la situation en Ukraine, Abdelmadjid Tebboune a souligné «l'importance de se conformer au droit international et de s'attacher aux objectifs, principes et Charte des Nations unies». Par ailleurs, il a indiqué qu'il était d'accord avec la présidente indienne pour «suivre les conclusions du Conseil de sécurité concernant la question du Sahara occidental». «En ce qui concerne les développements préoccupants dans la région du Sahel, nous avons exprimé notre volonté de continuer à soutenir les efforts de paix, de sécurité et de développement dans la région afin d'aider

les pays concernés à surmonter les défis politiques, sécuritaires et environnementaux auxquels ils font face», a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : «Pour chacun de ces dossiers, nous avons relevé une convergence de vues, et sommes convenus de poursuivre nos efforts communs pour contribuer à l'instauration de la sécurité et de la stabilité, tant dans cette région que dans d'autres parties du monde confrontées à des crises menaçant la paix et la sécurité internationales.» Il a exprimé, à l'occasion, «sa joie de rencontrer la présidente de la République de l'Inde et d'évoquer l'histoire commune et le soutien de l'Inde à l'Algérie pour son adhésion en tant que membre au Mouvement des non-alignés (MNA) lors de la Conférence de Bandung en 1955». Il a salué, dans la foulée, le soutien de l'Inde à la Révolution algérienne par l'ouverture d'un bureau du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) à New Delhi et l'établissement de relations diplomatiques avant la proclamation de l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet

1962 : «Les deux pays rétabliront leur concertation comme dans le passé, étant des pays actifs dans le MNA.» De son côté, la présidente de la République de l'Inde a affirmé que «l'Algérie et l'Inde sont déterminées à hisser leurs relations bilatérales à un niveau très élevé, en mettant l'accent sur l'investissement». M^{me} Droupadi Murmu estime également que «le forum des hommes d'affaires (prévu en fin de journée d'hier) permettra de faire le point sur nos projets et d'identifier plusieurs initiatives pour redynamiser notre coopération économique et commerciale». Tout en qualifiant sa visite en Algérie de «très spéciale», la présidente indienne rappelle l'histoire commune des deux pays dans leur lutte contre le colonialisme, assurant que cette lutte «continue d'inspirer nos efforts pour apporter la prospérité à nos peuples respectifs». Dans ce sens, elle salue «l'engagement du président Abdelmadjid Tebboune, pour promouvoir la coopération aux plans bilatéral et multilatéraux». **Madjid Makedhi**

L'INDE EN ROUTE VERS LE PODIUM DES PUISSANCES ÉCONOMIQUES MONDIALES

L'Inde enregistre une croissance impressionnante de 7,6%, confortant son statut de l'économie à la plus forte progression au monde. Depuis huit ans, le pays surpasse la Chine – à l'exception de 2020, année marquée par la pandémie de Covid-19. Avec un PIB évalué à 3730 milliards de dollars, l'Inde se classe désormais cinquième parmi les puissances économiques, juste derrière l'Allemagne et le Japon, qu'elle pourrait détrôner dans les trois prochaines années. L'ascension économique indienne repose sur plusieurs piliers : une demande intérieure vigoureuse, une population jeune et abondante, et une politique d'investissement dans les infrastructures. Depuis 2015, les dépenses dans le secteur ferroviaire, routier et numérique ont été multipliées par trois, passant de 63 à 208 milliards d'euros. La mise en place d'une taxe unifiée sur les biens et services a permis au gouvernement de dégager des recettes considérables pour soutenir ces efforts, rendant l'économie plus attrayante aux yeux des investisseurs étrangers. Selon le cabinet Xerfi, l'Inde a franchi une étape symbolique en captant davantage d'investissements directs étrangers que son puissant voisin

chinois en 2023. «Ce basculement pourrait faire de l'Inde la prochaine grande usine du monde», observe Vivek Shevade, consultant spécialisé dans les marchés émergents. Des géants de l'électronique, tels que Samsung et Apple, ont intensifié leur production en Inde, encouragés par des incitations fiscales et l'acquisition simplifiée de terrains industriels.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MANUFACTURIER

Cependant, cette croissance rapide n'efface pas les défis considérables auxquels le pays reste confronté. Avec 13 millions de jeunes entrant chaque année sur le marché du travail, la création d'emplois est une priorité urgente. Par ailleurs, les inégalités demeurent un obstacle majeur : malgré l'émergence d'une classe de milliardaires, une grande partie de la population survit avec moins de 3,10 dollars par jour, selon les standards de la Banque mondiale. L'autre enjeu majeur pour New Delhi est de réduire sa dépendance aux importations. Le développement du secteur manufacturier a pour but d'accroître les exportations et de rendre

l'économie plus autonome. En 2023, les exportations ont atteint un niveau record de 780 milliards de dollars, avec une hausse spectaculaire des ventes d'iPhones fabriqués localement. Au-delà des performances économiques, l'Inde attire l'attention des grandes puissances en quête d'un contrepois à l'influence chinoise en Asie. Le pays, deuxième armée mondiale avec 1,45 million de soldats, est aussi une puissance nucléaire et a récemment marqué des points sur le plan technologique en envoyant un engin sur la Lune. New Delhi s'évertue à maintenir une position neutre face aux tensions géopolitiques, évitant de s'embourber dans les conflits occidentaux. Saniya Kulkarni, experte en relations internationales à la London School of Economics, commente : «L'Inde veut être un acteur indépendant, ni aligné ni hostile à l'Occident. Il serait illusoire de la considérer comme un simple relais des intérêts occidentaux.» Et de poursuivre : «Il serait malvenu d'attendre de l'Inde qu'elle joue le rôle d'ambassadeur de l'Occident.» «L'Inde cherche avant tout à être un acteur non occidental et non antioccidental.»

Amel Bliidi

تسجل نموا إيجابيا

الناتج الجبائي لقسيمة السيارات قدر بأزيد من 14 مليار دينار في 2024

قدر الناتج الجبائي المحصل برسم قسيمة السيارات، بأزيد من 14 مليار دينار في قانون المالية 2024 ومشروع قانون المالية 2025، مسجلا نموا إيجابيا، ويمثل في محصلته موردا معتبرا، ولاسيما وأن الجزء الأهم يوجه إلى صندوق الجماعات المحلية.

وقسيمة السيارات، التي يتم إيداعها في صندوق التضامن الوطني ودعم الشباب، ويقع على عاتق دافع الضرائب.

وتعرف الإيرادات المتأتية من القسيمة ارتفاعا خلال العشريتين الأخيرتين، بالنظر إلى الزيادة المعتبرة لحظيرة السيارات التي تفوق حاليا نحو 8 مليون مركبة، وهو ما يساهم في ارتفاع الإيرادات، يضاف إلى ذلك تسجيل نسبة تأخر عن دفع القسيمة، وتم اعتماد عمليات تحيين دورية عن طريق قوانين المالية، بالاستناد إلى القوانين السارية في إطار القانون رقم 96.31 الصادر بتاريخ 30 ديسمبر 1996.

واعتمدت السلطات مدة زمنية كقسيمة قانونية للاقتناء الإجمالي لقسيمة السيارات، تم تحديثها برسم عام 2024، لتمتد إلى غاية نهاية شهر مارس الجاري، حيث إشعار مالكي السيارات السياحية والسيارات النفعية وسيارات نقل المسافرين أن المدة القانونية لدفع قسيمة السيارات 2024 محدبة من أول إلى 31 مارس من كل سنة وهذا طبقا للمادة 303 من قانون الطابع، مع التوضيح أنه بالنسبة لسنة 2024، يتوافق أول مارس مع يوم عطلة قانونية، وعليه



للجماعات المحلية بما يقدر بـ 7.131.021.911

حفيظ صوالي

فإن تحصيل قسيمات السيارات يبدأ من 02 مارس 2024، على مستوى مكاتب بريد الجزائر ويوم 03 مارس 2024 على مستوى قبضات الضرائب.

يشار أن قسيمة السيارات في الجزائر هي ضريبة سنوية تفرض على المركبات بمختلف أنواعها، ويتم دفعها عند تجديد وثائق السيارة أو في فترات محددة من السنة، وتفرض هذه القسيمة وفقا لنوع المركبة، وسعة المحرك، ووقت الاستعمال (خاصة أو تجارية)، وتختلف قيمة القسيمة حسب هذه المعايير.

ومن حيث النظام الجبائي لقسيمة السيارات، فيما يتعلق بالسيارات الخاصة، حيث يختلف ضمن القسيمة حسب سعة المحرك، فمثلا السيارات التي تقل سعة محركها عن 1.6 لتر تدفع مبلغا أقل مقارنة بالسيارات ذات المحركات الكبيرة.

مقابل ذلك هناك السيارات التجارية أو النفعية، ويتم احتساب القسيمة على أساس نوع الاستخدام (تقل الأشخاص أو البضائع)، وغالبا ما تكون القسيمة مرتفعة مقارنة بالسيارات الخاصة، إلى جانب السيارات الأجنبية أو المسجلة خارج الجزائر ويتم فرض قسيمة خاصة عليها عند دخولها إلى البلاد لفترة معينة. وعادة ما تدفع القسيمة في مركز البريد أو مكاتب الضرائب، ويطلب من السائقين تقديم القسيمة عند الضرورة، مثل التحقق في نقاط التفتيش المرورية.

ويمثل الناتج الجبائي المحصل من قسيمة السيارات جزءا مهما من الإيرادات الجبائية المحلية، ويستخدم في تمويل مشاريع البنية التحتية والخدمات العامة، ويختلف حجم الإيرادات المحصلة من سنة إلى أخرى حسب عدة عوامل من بينها عدد السيارات المسجلة فكلما زاد عدد السيارات المسجلة زادت الإيرادات، فضلا عن أنواع السيارات، إذ ارتفع عدد السيارات ذات المحركات الكبيرة أو السيارات التجارية يؤدي إلى زيادة الإيرادات وأيضا معدل التحصيل، حيث يعتمد على مدى التزام أصحاب السيارات بدفع القسيمة في الوقت المحدد،

دهوار جزائري لكل منهما. وقد قدر الناتج الجبائي المحصل برسم قسيمة السيارات بحوالي 9 مليار دينار عام 2023، وهو ما يعد موردا معتبرا، خاصة بالنسبة للموارد التي تخصص إلى صندوق الجماعات المحلية، وقد أشارت تقديرات مصالح الضرائب إلى أن ناتج قسيمة السيارات بلغت خلال الـ 11 شهرا من سنة 2023، ما قيمته 8.6 مليار دينار جزائري.

وقد أعلنت المديرية العامة للضرائب، عن الشروع في تحصيل قسيمات السيارات ابتداء من 02 مارس 2024 على مستوى مكاتب بريد الجزائر وابتداء من 03 مارس 2024 على مستوى قبضات الضرائب، مشيرة إلى أن الفترة القانونية لدفع قسيمة السيارات، 2024 تمتد إلى غاية نهاية شهر مارس الجاري، ولم يطرأ أي تغيير على تسعير القسيمة لسنة 2024 مقارنة بسنة 2023.

يأتي ذلك في وقت تقدر حظيرة المركبات بنحو 8 ملايين مركبة، فيما سجل دخول أكثر من 185 ألف سيارة السوق في 2023، ووفقا لتقديرات الديوان الوطني للإحصائيات، فإن عدد المركبات في الجزائر قدرت بـ 7.731 مليون مركبة. ويعد الناتج الجبائي لقسيمة السيارات، موردا هاما، لكونه يوجه إلى الجماعات المحلية بالخصوص، وتقدر الإيرادات التي تجنيها الخزينة من فرض قسيمة السيارات التي كانت إجراء مؤقتا، ما بين 5 إلى 8 مليارات دينار وترفع إلى 7.5 و 8.5 مليار دينار بحساب غرامات التأخر. قدرت الإيرادات الإجمالية المسجلة ما بين 2005 و2015 بحوالي 7500 مليار دينار، منها 6000 مليار دينار توجه لصندوق الجماعات المحلية.

وقد تم إقرار في قانون المالية التكميلي 1996 إجراء يخص إنشاء الصندوق الوطني للدعم الذي تقدر تمويله من الرسوم المتأتية من قسيمة السيارات، هذه الأخيرة تعد موردا جابجا مهما، يتضمن ناتج التحصيل، تضاف إليها مبالغ متعلقة بحساب غرامات التأخير عن الدفع. وتم اعتماد إقرار ابتداء من الفاتح جويلية 1996 عددا من الرسوم لاسيما على النقل

● وفقا لقانون المالية لسنة 2024، فقد تم إقرار زيادة الحصص المأثمة لصندوق التضامن والضمائم للجماعات المحلية من ناتج القسيمة على السيارات، من 30 إلى 50٪، مع التنكير أن إلى غاية 31 ديسمبر 2015، كان ناتج هذه القسيمة مخصصا بنسبة 80٪ لفائدة صندوق التضامن والضمائم للجماعات المحلية. قبل أن يختص في سنة 2016 إلى 30٪، وقد سجلت في قانون المالية 2024 تقديرات التحصيل لسنة 2024، والتي توزعت بين حصة الدولة والضمائم المقترنة بنسبة 50 في المائة والمقدرة بـ 7.085.957.047 دينار جزائري، أي لأزيد من 7 ملايين دينار، وصندوق التضامن والضمائم للجماعات المحلية المقترنة بنسبة 50 في المائة، والتي قدرت بـ 7.085.957.047 دينار جزائري، وفي المحصلة، فإن تقدير التحصيل الجبائي لقسيمة السيارات، يصل إلى نحو 14.171.914.094 دينار جزائري.

أما فيما يخص مشروع قانون المالية 2025، فإنه يتضمن مستحقا لرفع تعريف قسيمة السيارات المطبقة على السيارات السياحية والسيارات المهواة كسيارات نفعية ذات قوة 10 أحصنة بقاوية أكثر من 10.000 إلى 25.000 دج، بالنسبة للسيارات التي يقل عمرها عن ثلاث سنوات، ومن 6.000 إلى 20.000 دج، بالنسبة للسيارات التي يتراوح عمرها ما بين ثلاث (03) سنوات إلى ست (06) سنوات؛ ومن 4.000 إلى 15.000 دج، بالنسبة للسيارات التي يزيد عمرها عن ست 06 سنوات إلى عشر 10 سنوات؛ وأخيرا من 3.000 إلى 10.000 دج، بالنسبة للسيارات التي يزيد عمرها عن عشر 10 سنوات.

ويفيد مشروع قانون المالية 2025، على تقدير تحصيل قسيمة السيارات الموزعة بالتساوي بـ 50٪ في المائة بين الدولة والصندوق وصندوق التضامن والضمائم للجماعات المحلية، بحيث تمت الإشارة إلى تقدير تحصيل برسم سنة 2025، لما مجموعه 14.262.043.822 دينار جزائري، مقسمة بين الدولة والصندوق وصندوق التضامن والضمائم

تمن تدابير مشروع قانون المالية.. الخبير سليمان ناصر لـ "الشعب":

إعفاءات ضريبية وقروض استهلاكية تكرس اجتماعية الدولة

حاتم فادي: القروض الاستهلاكية الحل الأمثل للعائلات متوسطة الدخل



تسعى الحكومة عبر مقترحات مشروع قانون المالية 2025 إلى اتخاذ مجموعة من الإجراءات والتدابير لحماية ودعم القدرة الشرائية للمواطن، من خلال منح الإعفاءات الضريبية والجمركية التي تشمل اللعوم الحمراء والبيضاء، والبقوليات، والخضراوات، بالإضافة إلى تخصيص قروض استهلاكية للأمن لاقتناء سلع وخدمات مختلفة.

خالدة بن تركي

قال الخبير الاقتصادي سليمان ناصر في تصريح لـ "الشعب"، إن مشروع قانون المالية 2025 يهدف إلى تحسين الطابع الاجتماعي للدولة بحماية القدرة الشرائية للمواطن عبر اتخاذ مجموعة من الآليات المتعلقة بالإعفاءات الجمركية والضريبية على بعض المواد المستوردة سواء بالإعفاء أو الإبقاء على نفس الضريبة المنخفضة، وتشمل استيراد الأبقار الحية، لحوم الأبقار الطازجة المشروية وكذا لحوم الأغنام الطازجة المفرومة أو التقلبات للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن وتحسين الطابع الاجتماعي للدولة. وأكد المشروع إضافة جديدة - يقول المتحدث - تتمثل في القروض الاستهلاكية الخدمية للحد من الأعباء على القروض العقارية والسكن، وذلك في إطار التدابير التي اتخذتها السلطات لحماية القدرة الشرائية للمواطن، إما عن طريق البنوك التقليدية أو الإسلامية.

وتابع الخبير الاقتصادي بقول: "تدابير مشروع القانون الجديد توجّهت لتحسين الصحة والعلاج بالنسبة للأشخاص محدودة الدخل، حيث يمكن له الاقتراض لتمويل تكاليف علاجه بالتنسيق شرط وجود دخل ثابت، نفس الأمر بالنسبة للدراسة بالخارج، حيث يمكن للمواطن الحصول على قروض بالعملة الوطنية وتحويلها إلى العملة الصعبة لتسديد تكاليف الدراسة abroad، والتي تختلف من دولة إلى أخرى.

وقال ناصر إن مشروع قانون المالية يولي التوجيهات الرامية إلى حماية القدرة الشرائية للمواطن، من خلال توسيع مجال القروض الاستهلاكية لتشمل خدمات أخرى على غرار السفر، موضحاً أن القانون يضم ما يقرب من 100 مادة التي أدرجت قطاع السياحة ضمن

الجزائرية لحماية وإرشاد المستهلك، أما الحل الأمثل للعائلات متوسطة الدخل ذات الدخل الثابت على اعتبار أنها لا تتمكن من الاقتراف لشراء عقارات سيارات أو تجهيزات منزلية. لكن عن طريق هذا القرض الاستهلاكي، ومن خلال توصيته إلى مجال الصحة والدراسة والسفر، يمكن للمواطنين الحصول على خدمات مختلفة. وأكد المتحدث أن تلك الاستهلاكية تمثل نماذج جيدة لأجل تغطية القدرة الشرائية، وإشباع حاجات المواطنين المختلفة، خاصة وأنها ترممت ولم تبقى محصورة في مناسبات معينة على غرار العقارات والسيارات والمنتجات الكهرومنزلية، موضحاً أن الإجراءات يأتي في إطار التدابير التي اتخذتها السلطات لمساعدة المواطن، ودعم قدرته الشرائية وتحسين إطار المعيشي.

تسعى فادي في تصريح لـ "الشعب"، أمم إن السلطات تعمل على تحسين مبدأ اجتماعية الدولة، وأقرت العديد من الإجراءات في مشروع قانون المالية 2025، على غرار دعم الأسعار، والمواد واسعة الاستهلاك للقضاء على المضاربة، كما أن هذا القانون جاء بتخفيضات ضريبية، تسمح بوصول المنتج النهائي إلى المستهلك بأسعار مناسبة. وأشار المتحدث إلى أن مشروع قانون المالية يوسع إعفاء الضريبة على القيمة المضافة إلى اللعوم الحمراء والبقوليات باختلافها لتخفيض التكاليف وتحسين القدرة الشرائية للمواطن، بالإضافة إلى اعتماد الرسم المخفضة في الأبقار الحية ولحوم الأبقار الطازجة لتمتد إلى لحوم الأغنام الطازجة لتوفير مواد غذائية واسعة الاستهلاك معقولة، أما بخصوص القروض الاستهلاكية، ترى المنظمة

أبوهات المواطن، خاصة متوسط الدخل الذي يمكن له الاقتراض ببنوك أو هومش ريج في خلال التعامل مع البنوك الإسلامية ليتم التمويل عبر القسط، ويحسب المتحدث ذلك، فإن امتداد القروض الاستهلاكية من السلع إلى الخدمات بألوانها يدخل في إطار التخفيف على المواطن خاصة في الظروف الحياتية التي نعيشها، فليس ذلك مفعول جيد نظراً لتراجع القدرة الشرائية للمواطن جراء غلاء الأسعار في مختلف السلع والمنتجات، وبالتالي فإن توسيع مجالها جاء لتغطية القدرة الشرائية وتحسين الطابع الاجتماعي للدولة الذي تأتي به رئيس الجمهورية في التزاماته بالعمدة الأولى، وأكد عليه خلال عهده الثانية.

أليات جديدة لدعم الأسر

في السياق، قال المنسق الوطني للمنظمة الجزائرية لحماية وإرشاد المستهلك ومحيطه



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger